

ELECTION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CNRS Mandat 2009 / 2013

Pour un véritable service public de la Recherche

SUD Recherche EPST défend le développement d'un véritable service public de la recherche. Nos élus oeuvreront dans le sens de ces revendications :

➡ **La fin de la précarisation des personnels et de réelles perspectives de carrière** et non les rémunérations au mérite qui n'entraînent que conflits, inégalités et rancoeurs.

➡ **Une vraie augmentation des moyens et des personnels** et non les artifices budgétaires destinés à masquer le désengagement de l'Etat (crédit-impôts, jeu d'écriture permettant de faire passer le coût des retraites pour une augmentation du budget des organismes, chaires CNRS, explosion des contrats précaires)

➡ **Une organisation du CNRS humaine, sans mobilité ni mutualisation du personnel forcées**

➡ **Des orientations stratégiques réellement débattues, dans le respect des missions et de l'indépendance de la Recherche Publique** et pas seulement destinées à pallier les carences de la recherche industrielle ou à regrouper les unités sur de simples critères comptables

Ainsi, la liste SUD Recherche EPST s'inscrit dans la continuité du mouvement d'opposition aux réformes gouvernementales, au centre desquelles se trouve le démantèlement des organismes de recherche, la suppression massive de postes statutaires et la précarisation des emplois.

Le gouvernement est sourd, et la direction générale du CNRS d'un mutisme inacceptable, à la suite des déclarations inexacts et des contrevérités proférées par Nicolas Sarkozy le 22 janvier dernier. Malgré cela, le combat commence à payer. Après 8 semaines de mobilisation, le ministère a reculé sur les "Chaires CNRS", en rétablissant 130 postes dont 90 pour le seul CNRS. Ce résultat partiel, car insatisfaisant puisque les ITA sont encore oubliés, valide la stratégie de Sud Recherche EPST d'une lutte déterminée contre leurs réformes, sans chercher à négocier à tout prix quand les conditions ne sont pas réunies. Elle doit être poursuivie pour gagner sur l'ensemble des autres revendications, afin de sauvegarder la dignité et le travail de tous ceux qui font le CNRS au quotidien.

Il est important que des élus se fassent les porte-parole, jusque dans les plus hautes instances, du refus du démantèlement du CNRS et usent de leur position pour le bloquer.

**4 élus motivés, même isolés parmi 21 membres,
peuvent clamer haut et fort les revendications du personnel !**

Il ne s'agit pas d'apporter une quelconque caution à un système verrouillé par le haut et à une équipe dirigeante apathique devant les menaces de plus en plus nombreuses qui pèsent sur notre établissement. Dans un esprit de lutte pour la défense de l'intégrité du CNRS, il s'agit d'être présents au conseil d'administration car c'est un lieu où les voix portent. Il permet de s'exprimer contre la direction, librement, en présence des représentants des ministères de tutelle. C'est aussi un lieu où se prennent les décisions les plus importantes et, même si les conclusions sont souvent écrites à l'avance, c'est un lieu où peut s'organiser une opposition résolue.

Nos élus feront entendre à la direction générale la contestation et les revendications des personnels, et en retour vous rendront compte des débats. Ils veilleront à ne pas laisser la direction se targuer de consensus imaginaires. Ils s'opposeront fortement aux projets du gouvernement qui, par une volonté de privatiser et de contrôler la recherche, mettent en péril l'établissement.

Nous ne laisserons pas le CNRS perdre son rôle d'opérateur de recherche et de socle pluridisciplinaire.

CANDIDATS :

- Alice MOUTON – Strasbourg – CR2 - SHS
- Sylvie THENAULT – Ile de France – CR1 – SHS
- Yves BERCHADSKY – Marseille – IR1
- Sylvie SCHETRITE – Toulouse - IE

Voter SUD-Recherche-EPST, c'est VOTER AUTREMENT et ETRE SOLIDAIRES

La pluralité syndicale, ce n'est pas la dispersion des forces, c'est plus de forces pour l'action !!!

<u>SUD-Recherche-EPST</u>	Les valeurs de SOLIDAIRES
<p>Sud-Recherche-EPST, fondé en 2003, est un syndicat intercatégoriel qui regroupe tous les EPST, car le CNRS, l'INRA, le Cemagref, l'INSERM, l'INRIA...ont tous des chercheurs et des ITA régis par les mêmes textes, et parce que nos Directions se coordonnent au niveau ministériel pour arrêter des positions communes.</p> <p>Notre solidarité se manifeste par la participation active aux conflits sociaux marquants et aux mobilisations contre le chômage, la précarité, les inégalités et toutes les formes de discrimination et d'intolérance, par notre présence dans l'intersyndicale de la Recherche, ainsi que par l'adhésion à l'Union Syndicale Solidaires.</p>	<ul style="list-style-type: none">➔ Un syndicalisme de contre-pouvoir qui lie défense quotidienne des salariés et transformation de la société➔ Un syndicalisme de lutte pour la construction de réels rapports de forces face au marché et au capital (membre fondateur d'ATTAC)➔ Un syndicalisme de lutte pour la mise en œuvre de projets alternatifs et solidaires favorables aux salarié(e)s, chômeur(se)s, précaires, pauvres...➔ Un respect des positions de chaque syndicat, un fonctionnement piloté par la base, hors du jeu de délégations de pouvoirs des grandes organisations syndicales.

La Recherche, bien public, devient le « laboratoire » de la politique du gouvernement : augmentation de la précarité pour les travailleurs et des profits pour les entreprises privées.

Après la LOPR, la création de l'AERES et de l'ANR, et avec la mise en place de la loi LRU, le démantèlement de la recherche publique en général, et du CNRS en particulier, et son asservissement aux entreprises privées s'accroissent. C'est maintenant sa pluridisciplinarité et son indépendance scientifique qui sont remises en cause avec la création au pas de charge et sans concertation des instituts, instruments d'un pilotage étroit du gouvernement sur les activités de recherche.

Ce sont des pans entiers de la recherche que le gouvernement, avec la complicité de la direction du CNRS et de certaines organisations syndicales, veut sacrifier sur l'autel de la rentabilité et du mercantilisme.

Ni la promesse de carrières améliorées pour une élite restreinte - **la fin de l'esprit d'équipe**- ni l'augmentation de financements sur **projets à courte portée**, ni le recours à des primes individuelles ne pourront justifier la précarité et l'abandon d'une des forces de la recherche publique : sa capacité de travailler sur le long terme. **Nous souhaitons mettre tous les personnels** au cœur de la politique de la recherche, améliorer les conditions de travail et les carrières de tous, et en finir avec les situations précaires inacceptables, en obtenant la programmation pluriannuelle des emplois et des moyens. Par nos combats, nous veillons à ce qu'aucune catégorie de personnel ne soit oubliée, et à ce que **les missions de service public de la recherche** ne soient pas détournées.

Rejoindre Sud-Recherche-EPST, c'est tenter ensemble de relever tous ces défis. Ne nous laissons pas aveugler par le dogme de la pensée unique : un autre monde est possible. Gagnons-le ensemble !

Rôle et fonctionnement du Conseil d'Administration

Il est composé de 21 membres : le président du Centre, 3 représentants de l'État, 1 membre de la conférence des présidents d'université, 12 personnalités qualifiées et 4 membres élus (2 membres appartenant aux corps des chercheurs et 2 membres appartenant aux corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration) pour un mandat de 4 ans.

Son rôle est de décider : le CA est l'instance qui détient le pouvoir officiel de décision pour les grands choix stratégiques concernant l'établissement. Il vote le budget et délibère sur l'organisation (notamment création de directions ou de services).

Retrouvez-nous sur <http://www.sud-recherche.org> et écrivez-nous à : contactCNRS@sud-recherche.fr